

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 20/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFRAN AEROSYSTEMS

4, Rue Lesage Maille
76320 Caudebec-lès-Elbeuf

Références : UDRD.2023.11.707.ET
Code AIOT : 0005800620

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2023 dans l'établissement SAFRAN AEROSYSTEMS implanté 4, Rue Lesage Maille 76320 Caudebec-lès-Elbeuf. L'inspection a été annoncée le 06/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection portait sur les suites de la visite de l'inspection des installations classées du 16 mai 2019 et le dossier de porter à connaissance du 22 juillet 2022 relatif au stockage et à la distribution de solvants dans l'atelier dissolutions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAN AEROSYSTEMS
- 4, Rue Lesage Maille 76320 Caudebec-lès-Elbeuf
- Code AIOT : 0005800620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La société SAFRAN AEROSYSTEMS exerce des activités d'enduction de matières textiles et de transformation de polymères pour l'industrie aéronautique. Les activités sont régulièrement autorisées par arrêté préfectoral du 20/06/2002. L'établissement est notamment classé sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2330 (teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvement et consommation d'eau
- Porter à connaissance du 22 juillet 2022
- suite de la précédente visite d'inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 3.1.8.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 3.1.8.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 3.1.8.2	/	Lettre de suite préfectorale Demande n°1	1 mois
4	Protection des forages	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 3.1.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
6	Suites visite du 16/05/2019	Lettre du 13/06/2019	/	Lettre de suite préfectorale Demande n°2	1 mois
7	PAC du 22/07/2022	Lettre du 22/07/2022	/	Lettre de suite préfectorale Demandes n°3 à 7	1 mois
8	Conformité ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen a été mené par sondage. Lors de la visite, il a été constaté plusieurs non-conformités à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 20 juin 2002 et à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et notamment :

- l'absence d'étude technico-économique pour mettre en circuit fermé les eaux de refroidissement de l'usine ; certaines machines, existantes à la date de l'AP de 2002, sont toujours exploitées avec un circuit d'eau de refroidissement ouvert ;
- la mise en service d'une machine avec un circuit de refroidissement ouvert après l'entrée en vigueur de l'AP de 2002 ;
- l'absence de dispositif pour éviter des retours de substances vers le milieu de prélèvement de l'eau ;
- le rejet d'eau polluée dans le réseau d'eau pluvial ;
- la présence d'équipements (moteurs des 3 malaxeurs horizontaux) non conformes ATEX zone 2 dans l'atelier de dissolution.

Aussi, il est proposé à M. le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure SAFRAN Aérosystems de régulariser sa situation dans les délais indiqués.

L'ensemble des observations formulées dans le rapport de l'inspection des installations classées du 13 juin 2019 n'ayant pas pu être examiné dans le temps imparti de la visite, et l'exploitant n'ayant pas apporté de pièces complémentaires à son courrier du 23 octobre 2019, il lui est demandé par courrier préfectoral de justifier la prise en compte des observations.

Enfin, il est à noter que les installations objet du porter à connaissance du 22 juillet 2022, à savoir le stockage et la distribution de solvants dans l'atelier dissolutions, sont en service. L'instruction de ce dossier conduit l'inspection des installations classées a formulé d'autres demandes d'informations complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 3.1.8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : 3.1.8.1.2. Installations existantes Une étude technico-économique est réalisée au plus tard au 1er septembre 2002 pour mettre en circuit fermé les eaux de refroidissement de l'usine. Un échéancier de réalisation sera joint à l'étude.
Constats : L'exploitant n'a pas fourni l'étude technico-économique prescrite. Ce constat a déjà été formulé lors de la précédente visite de l'inspection des installations classées le 16/05/2019. Lors de la visite, l'exploitant déclare que certaines machines fonctionnent toujours avec des eaux de refroidissement en circuit ouvert : <ul style="list-style-type: none"> - dans l'atelier mélanges : les mélangeurs Italmec 5L et Lescuyer 300X500, - dans l'atelier dissolution : 7 agitateurs et malaxeurs, - dans l'atelier dégivreur : les autoclaves 1 et 2, la presse CIRMECA et la machine de traitement de surface par attaque chimique. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 3.1.8.1.2 de l'annexe de l'arrêté du 20 juin 2002. Par conséquent, en vertu des dispositions prévues par l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à M. le préfet de mettre en demeure la société

SAFRAN Aérosystems de se conformer à son arrêté préfectoral d'autorisation en produisant sous un délai de 3 mois cette étude accompagnée d'un calendrier de réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 3.1.8.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : 3.1.8.1.1. Installations nouvelles Les eaux de refroidissement doivent être recyclées
Constats : L'exploitant déclare que le mélangeur Italmec 5L, exploité dans l'atelier mélanges, a été mis en service depuis moins de 3 ans, soit postérieurement à l'arrêté préfectoral de 2002, avec un circuit de refroidissement ouvert. Il s'agit d'une installation nouvelle au sein de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2002, aussi est-elle en situation de non-conformité à l'article 3.1.8.1.1 de l'annexe de l'arrêté du 20 juin 2002. Par conséquent, en vertu des dispositions prévues par l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à M. le préfet de mettre en demeure la société SAFRAN Aérosystems de se conformer à son arrêté préfectoral d'autorisation. Cette prescription sera réputée respectée si ce mélangeur est intégré à l'étude demandée au point de contrôle n°1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 3.1.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. [...] Pour éviter tout phénomène de retour d'eau dans le réseau public, un dispositif de type disconnecteur doit être installé en amont des installations.
Constats : Dans son courrier du 23 octobre 2019 en réponse au rapport de la visite de l'inspection des Installations Classées du 16 mai 2019, l'exploitant indique qu'un dispositif de mesure totalisateur est installé sur le site en aval des 3 forages de prélèvement d'eau. En revanche, le poste sprinklage N°2 est alimenté sans que ne soit comptabilisée sa consommation car le piquage d'alimentation est positionné avant le compteur. SAFRAN Aerosystems déclare que le poste est constamment en charge, il n'y a que des appoints lors des tests réseaux. L'exploitant n'a pas expliqué comment il comptabilisera le prélèvement réalisé dans la nappe si le

<p>système venait à se déclencher.</p> <p><u>Demande n°1</u> : L'inspection demande à l'exploitant de lui exposer sous <u>1 mois</u> la mesure palliative qu'il entend mettre en œuvre pour comptabiliser le volume d'eau alimentant le poste de sprinklage n°2.</p> <p>L'exploitant a transmis un courrier du 28/06/2021 d'une société compétente relatif au contrôle annuel du disconnecteur installé pour éviter tout phénomène de retour d'eau dans le réseau public : il conclut au bon fonctionnement du disconnecteur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale - <u>Demande n°1</u>
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Protection des forages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de l'inspection des installations classées du 16/05/19 il a été constaté que les 3 pompes de prélèvement dans la nappe ne sont pas équipées de disconnecteur. Dans son courrier du 23 octobre 2019, l'exploitant a indiqué qu'une étude serait menée pour la mise en place des disconnecteurs sous 12 mois.</p> <p>Cette étude n'a pas été remise à l'inspection des installations classées et l'exploitant n'a pas été en mesure de la présenter lors du contrôle. Lors des échanges, l'exploitant indique que selon son analyse, le château d'eau placé entre les pompes n°1 et 2 empêche le retour des eaux du process vers les forages. Aucun dispositif n'est cependant présent pour la pompe n°3.</p> <p>Ce point constitue une non-conformité à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Aussi il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation de son établissement sous 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 3.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée : [...] Les réseaux de collecte des effluents doivent discriminer les eaux non polluées (eaux pluviales exemptes de pollution) des diverses catégories d'eaux polluées. » [...]
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que les eaux de refroidissement des autoclaves 1 et 2, installés dans l'atelier dégivreurs, sont en contact avec les pièces fabriquées. Aussi, ces eaux de refroidissements sont chargées en particules de talc et de caoutchouc. Après utilisation, elles sont évacuées vers le réseau pluvial. Selon l'exploitant, seules ces machines seraient concernées par cette problématique. Cette situation constitue une non-conformité à l'article 3.1.7 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2002. Aussi, en vertu des dispositions prévues par l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à M. le préfet de mettre en demeure la société SAFRAN Aérosystems de se conformer à son arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Suites visite du 16/05/2019

Référence réglementaire : Lettre du 13/06/2019
Thème(s) : Autre, Relation avec l'administration
Prescription contrôlée : Il vous appartient de prendre les mesures appropriées pour remédier aux observations émises, celle-ci pourront faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.
Constats : Il n'a pas pu être examiné dans le temps imparti de la visite l'ensemble des observations formulées dans le rapport de l'inspection des installations classées du 13 juin 2019. Il appartient à l'exploitant de justifier la prise en compte de ces observations. <u>Demande n°2</u> : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous <u>1 mois</u> l'ensemble des mesures prises suite aux observations formulées dans le rapport de l'inspection des installations classées du 13 juin 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale - <u>Demande n°2</u>
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : PAC du 22/07/2022

Référence réglementaire : Lettre du 22/07/2022
Thème(s) : Identification de la demande, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Porter à connaissance du 22 juillet 2022 sur le stockage et la distribution de solvants dans l'atelier dissolutions.
Constats : La visite a été l'occasion d'examiner les aménagements mis en place par l'exploitant suite à son

porter à connaissance du 22 juillet 2022 relatif au stockage et à la distribution de solvants dans l'atelier dissolutions. Lors de la visite, les installations étaient en fonctionnement.

Il a été constaté la présence d'une extinction autonome sur chaque bungalow comme indiqué dans le dossier.

A l'ouverture du bungalow de stockage du MEC (méthyléthylcétone), il a été constaté une odeur de produit chimique. Le détecteur de solvant oscillait alors entre 0 et 12 ppm. Le seuil de déclenchement de l'alarme de niveau 1 est fixé à 200ppm.

Demande n°3 : l'inspection des installations classée demande à l'exploitant de déterminer l'origine de l'odeur et de la détection de MEC dans le local et de l'informer sous 1 mois des actions correctives mises en œuvre afin d'éviter tout risque sur l'installation.

Il a été constaté la présence d'un détecteur de gaz dans chaque bungalow et d'un détecteur de fuite dans les bacs de rétention, conformément à ce qui est prévu dans le dossier. L'exploitant a transmis par courriel du 19 octobre 2023 les rapports de contrôle des détecteurs de gaz avec essai des asservissements en date du 17/02/2023 et du 02/08/2023. Malgré la demande de l'inspection des installations classées par courriel du 27 octobre 2023, il n'a pas transmis le rapport de contrôle des détecteurs de fuite dans la rétention.

Demande n°4 : l'inspection des installations classée réitère sa demande à l'exploitant de transmettre sous 1 mois le rapport de contrôle des détecteurs de fuite des bungalows de stockage et de la trémie, installés dans les bacs de rétention, et de l'informer sous le même délai des éventuelles actions correctives mises en œuvre si un dysfonctionnement avait été constaté lors du contrôle.

L'exploitant a également transmis par courriel du 19 octobre 2023 le rapport de contrôle de la détection incendie présente dans les bungalows (détecteurs optiques et thermiques). Le rapport indique que les détecteurs thermiques sont à remplacer car ils déclenchent de manière intempestive ; aucune observation n'est toutefois formulée concernant les détecteurs optiques.

Demande n°5 : L'exploitant doit remettre à niveau son installation de détection incendie en réparant ou remplaçant les capteurs le nécessitant sous 1 mois.

L'exploitant a transmis par courriel du 19 octobre 2023, l'actualisation de la situation administrative du site. Il est toujours soumis à déclaration au titre des rubriques 1434 et 4734 comme indiqué dans le porter à connaissance. Aussi les arrêtés suivants s'appliquent :

- Arrêté du 19/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 ;
- Arrêté du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n°4510 ou 4511 (emploi) ;
- Arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n+ 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 (stockage).

Concernant le risque incendie, il apparaît que le cas de la trémie est insuffisamment documenté dans le porter à connaissance. L'incendie des bungalows de stockage, dont les parois sont REI 120, est modélisé mais pas celui de la trémie dont les parois ne présentent pas ces caractéristiques de tenue au feu. De plus, si l'exploitant exclut clairement la trémie des installations de stockage (dont

la fonction est d'assurer la pesée avant mélange des produits), sa situation en tant que local de mélange ou d'emploi de liquide visé par la rubrique 4734 n'est pas mentionnée.

Demande n°6 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'examiner sous 1 mois la situation de la trémie et, si elle y est soumise, d'évaluer la conformité de l'installation au regard de l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511. Le cas échéant, l'exploitant remettra à l'inspection un plan d'actions et un calendrier pour parvenir à la conformité des trémies face au risque incendie.

Enfin, le porter à connaissance du 22 juillet 2022 comprend une analyse des risques de type HAZOP. L'exploitant a transmis par courriel du 19 octobre 2023 une mise à jour de cette analyse. Elle présente des scénarios côtés « inacceptables » sans que l'exploitant ne les étudie au regard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Il n'est notamment pas indiqué si le scénario « propagation d'un incendie » pourrait avoir des effets à l'extérieur du site.

Demande n°7 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de conclure sous 1 mois le chapitre « étude de dangers » de son porter à connaissance sur les possibles effets de son installation modifiée à l'extérieur du site.

L'inspection informe qu'elle poursuit l'instruction de ce dossier qui pourrait donner lieu à une révision de l'arrêté préfectoral encadrant les activités du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale – Demandes n° 3, 4, 5, 6 et 7

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Conformité ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, ATEX

Prescription contrôlée :

Matériels utilisables en atmosphères explosibles.

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Le porter à connaissance du 22 juillet 2022 comprend une analyse des risques de type HAZOP. L'exploitant a transmis par courriel du 19 octobre 2023 une mise à jour de cette analyse.

Le scénario d'explosion lié à l'installation de matériel non ATEX est classé « probable » (susceptible de se produire plusieurs fois au cours d'une année) car il reste dans l'atelier 3 malaxeurs horizontaux dont les moteurs ne sont pas conformes ATEX zone 2. Il est à noter que l'exploitant a mis en place une aspiration des vapeurs en ciel de toutes les cuves pour s'affranchir d'une zone 1 dans l'atelier. C'est ainsi que l'exploitant classe les zones de mélange de l'atelier en zone 2.

Ce point constitue une non-conformité à l'article 65 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui stipule « *Matériels utilisables en atmosphères*

explosibles. Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions du articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles. »

Aussi il est proposé à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise en conformité l'atelier dissolutions avec l'article 65 de l'arrêté du 4 octobre 2010.

Il est à noter que depuis la rédaction du porter à connaissance l'exploitant déclare avoir réalisé la mise à la terre des équipements et structures.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois